2025-2026

RAPPORT ANNUEL

Association nationale
Femmes et Droit

Plus de 50 ans de défense
des droits des femmes

Table des matières

À propos 3

- Reconnaissance du territoire
- Qui nous sommes
- Notre mission
- Notre vision
- Nos domaines prioritaires
- Nos valeurs
- Comité national de direction
- Message des coprésidentes du Comité national de direction

2025-2026 en bref 7

Mettre fin aux violences faites aux femmes 8

- Campagne nationale contre les accusations d’aliénation parentale
- Projet RADAR
- Projet de loi C-223 pour assurer la protection des enfants
- Projet de loi S-228 sur la stérilisation forcée
- Contrôle des armes à feu

Améliorer la sécurité économique et la prospérité des femmes 13

- Projet VOICE
- Assurance-emploi
- Prestation canadienne pour les personnes handicapées
- Revenu de base garanti suffisant
- Interventions devant les tribunaux

Coalition, alliances et infrastructure féministe 19

- L’Alliance Chanterelle pour la réforme féministe du droit
- Mobilisation pour un financement stable des organisations nationales de défense des droits des femmes
- Ateliers, événements et tables rondes

Regard vers 2026-2030 22

Remerciements 23

À PROPOS DE L'ANFD

Reconnaissance du territoire

L'Association nationale Femmes et Droit reconnaît respectueusement qu'elle mène ses activités sur le territoire non cédé et non abandonné du peuple algonquin Anichinabé, gardien traditionnel de ce territoire depuis des temps immémoriaux. Nous reconnaissons que le soutien, la responsabilisation et la solidarité constituent des piliers essentiels de la décolonisation et de la réconciliation, et nous demeurons déterminé·es à faire vivre ces valeurs dans nos relations avec les Premières Nations, les Inuits et les Métis.

Qui nous sommes

L'Association nationale Femmes et Droit est une organisation à but non lucratif qui se consacre à la promotion des droits des femmes au Canada en contribuant à la réforme féministe du droit. Depuis sa création il y a plus de 50 ans, l'ANFD a contribué à des avancées majeures en matière d'égalité entre les genres, notamment dans les domaines du droit criminel, du droit de la famille, du droit de la santé et du droit constitutionnel.





Notre mission

L'ANFD fait progresser l'égalité entre les genres au Canada par la promotion de la réforme féministe du droit, l'éducation juridique, la recherche et l'intervention stratégique, en particulier au niveau fédéral.

Notre vision

Un Canada où les lois et les politiques protègent et favorisent activement l'égalité réelle de toutes les femmes.

Nos domaines prioritaires

Les domaines prioritaires de l'ANFD comprennent notamment la lutte contre la violence faite aux femmes, la justice reproductive, ainsi que la promotion de la sécurité économique et de la prospérité des femmes.

Nos valeurs

Notre organisation et notre travail s'enracinent dans le féminisme intersectionnel et les droits de la personne, et s'appuient sur les valeurs d'anti-oppression, de réconciliation, d'inclusion des genres, ainsi que de solidarité et de responsabilisation.



Comité national de direction

L'Association nationale Femmes et Droit est une organisation à but non lucratif qui fonctionne comme une entité constituée en société. Sa structure de gouvernance est supervisée par un Comité national de direction composé d'au plus 12 bénévoles. Nous exprimons notre profonde gratitude envers les membres du Comité pour leur conseil, leur expertise et leur dévouement au service de la mission de l'ANFD.

Les membres de notre Comité national de direction (2025-2026) :

- Kerri A. Froc
- Lise Gotell
- Elizabeth Johansson
- Jennifer Khor
- Sabaa Khan
- Angela Lee
- Elin Miller (coprésidente)
- Cheryl Milne
- Vrinda Narain
- Angela Ogang
- Tanya Rumble
- Sarah Sinclair (coprésidente)
- Julia Tétrault-Provencher (présidente sortante)

Message des coprésidentes du Comité national de direction

Chèr·es ami·es, partenaires et allié·es,

Au nom du Comité national de direction, nous avons le plaisir de vous présenter le rapport annuel 2025-2026 de l'Association nationale Femmes et Droit (ANFD). Le travail accompli cette année témoigne de la force, de l'urgence et de l'impact de la réforme féministe du droit, à un moment où les droits, la sécurité et la stabilité économique des femmes et des personnes de genres divers continuent d'exiger une attention et une mobilisation soutenues.

Au cours de la dernière année, l'ANFD a intensifié son travail de mobilisation dans ses principaux domaines prioritaires : mettre fin à la violence faite aux femmes, améliorer la sécurité économique et la prospérité des femmes, et renforcer l'infrastructure féministe nécessaire pour parvenir à un changement durable. Grâce à ses mémoires parlementaires, ses témoignages d'expert·es, ses interventions stratégiques devant les tribunaux, ses activités de sensibilisation, ses campagnes, son travail en coalition et ses échanges directs avec les décideur·euses, l'ANFD a contribué à inscrire des enjeux cruciaux à l'ordre du jour national et à faire avancer concrètement les lois et les politiques.

L'une des réalisations les plus marquantes de l'année a été la croissance continue de la campagne nationale de l'ANFD visant à mettre fin aux accusations d'aliénation parentale devant les tribunaux de la famille. Des survivantes de partout au Canada ont partagé leurs expériences, qui ont alimenté les travaux de recherche de l'ANFD et la création de nouveaux outils. Ces efforts ont contribué à une reconnaissance croissante, au Parlement, de la nécessité de renforcer les protections offertes aux femmes et aux enfants touché·es par la violence familiale. Le dépôt du projet de loi C-223, *Loi visant à assurer la sécurité des enfants*, a marqué une étape importante de ce travail.

En matière de justice économique, l'ANFD a mobilisé des partenaires et des spécialistes autour de réformes de l'assurance-emploi et de la Prestation canadienne pour les personnes handicapées, ainsi que de la promotion d'un revenu de base garanti suffisant. Ce travail tient compte des réalités économiques vécues par les femmes, notamment les responsabilités liées aux soins, l'insécurité en matière de logement, la violence économique, la pauvreté, le handicap et les effets cumulatifs de la discrimination.

Cette année a également démontré l'importance des interventions stratégiques devant les tribunaux et du renforcement des alliances au sein du mouvement féministe. Les interventions de l'ANFD devant la Cour suprême du Canada, notamment dans l'affaire *Québec c. Kanyinda* et dans la contestation de la *Loi sur la laïcité de l'État du Québec*, ont contribué à promouvoir des interprétations solides et intersectionnelles des droits à l'égalité. Parallèlement, l'Alliance Chanterelle pour la réforme féministe du droit a continué d'offrir un espace essentiel de collaboration, d'apprentissage collectif et de mobilisation concertée des organisations nationales de défense des droits des femmes.

Pour les années à venir, le nouveau plan stratégique 2026-2030 de l'ANFD, *Renforcer nos capacités pour un changement transformateur*, guidera nos efforts afin d'approfondir nos relations avec les communautés, les législateur·ices et nos partenaires, d'amplifier les voix des personnes les plus touchées par les lois et les politiques inéquitables, et de renforcer les capacités organisationnelles nécessaires à la poursuite de ce travail.

Nous remercions chaleureusement le personnel, les bénévoles, les membres, les allié·es, les partenaires financiers et le Comité national de direction de l'ANFD pour leur expertise, leur engagement et leur dévouement. Nous remercions tout particulièrement les survivantes, les militant·es, les leaders communautaires et les personnes qui ont partagé avec nous leur expérience vécue, dont le courage et les connaissances continuent de guider le travail de l'ANFD.

Ensemble, nous continuerons de promouvoir des lois et des politiques qui protègent la dignité, font progresser l'égalité réelle et contribuent à bâtir un Canada plus juste pour toutes les femmes.

Cordialement,





Elin Miller et Sarah Sinclair

Coprésidentes du Comité national de direction | Association nationale Femmes et Droit

2025-2026 EN BREF

En 2025-2026, l'ANFD a intensifié ses actions politiques en menant des rencontres ciblées avec des ministres, des député·es et des sénateur·ices, en déposant des mémoires, en témoignant devant des comités parlementaires, et en participant à de nombreux événements de sensibilisation dans tout le pays.

4
Mémoires présentés à un comité parlementaire

4
Rapports publiés

2
Interventions devant la Cour suprême du Canada

2
Témoignages devant un comité parlementaire

53
Rencontres avec des titulaires de charge publique

4
Lois influencées par nos travaux

9
Événements organisés ou coorganisés

19
Participations à des événements à titre d'invitée

35
Entrevues dans les médias

3
Lettres ouvertes publiées dans les médias

20
Déclarations publiées sur notre site Web

40K
Utilisateur·rices uniques sur notre site Web

METTRE FIN AUX VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

La réforme féministe du droit est au cœur du travail de l'ANFD pour l'élimination de la violence faite aux femmes. Notre approche vise à transformer les lois et les systèmes afin de reconnaître pleinement les expériences des survivantes, de répondre aux dynamiques complexes de la violence fondée sur le genre et de placer la sécurité, la dignité et l'autonomie des femmes au centre des décisions qui les concernent.



Au cours de la dernière année, l'ANFD a poursuivi un travail soutenu de recherche, de mobilisation et d'intervention afin de faire progresser des réformes concrètes de la *Loi sur le divorce* ainsi que de certaines lois touchant à la violence familiale et conjugale. À travers différentes campagnes, projets, interventions stratégiques, collaborations et rencontres avec des législateur·ices et d'autres parties prenantes, nous avons contribué à bâtir un cadre juridique plus juste, plus sécuritaire et mieux adapté aux réalités des survivantes.

Campagne nationale contre les accusations d'aliénation parentale

En 2025-2026, l'ANFD a poursuivi et intensifié sa campagne nationale, lancée en 2023, visant à mettre fin aux accusations d'aliénation parentale devant les tribunaux de la famille. Elle a ainsi consolidé ses alliances, renforcé ses communications publiques et médiatiques, et multiplié ses démarches auprès des décideur·euses.

L'ANFD a concentré ses efforts sur deux objectifs principaux : mener à terme le projet RADAR, amorcé en 2024, et faire avancer l'adoption d'un projet de loi modifiant la *Loi sur le divorce*. L'automne 2025 a marqué un tournant important pour cette campagne, avec le dépôt à la Chambre des communes du projet de loi C-223, *Loi visant à assurer la protection des enfants*.

En parallèle, l'ANFD a poursuivi sa campagne au niveau provincial au cours de l'été et de l'automne 2025, notamment au Nouveau-Brunswick et à l'Île-du-Prince-Édouard. L'organisation a rencontré des député·es, des ministres, des fonctionnaires et des défenseur·euses des droits des enfants afin de promouvoir des modifications aux lois familiales provinciales. Ce travail visait à assurer que les protections contre les accusations d'aliénation parentale ne se limitent pas aux personnes visées par la *Loi sur le divorce*, mais puissent également s'appliquer aux familles régies par les lois provinciales.

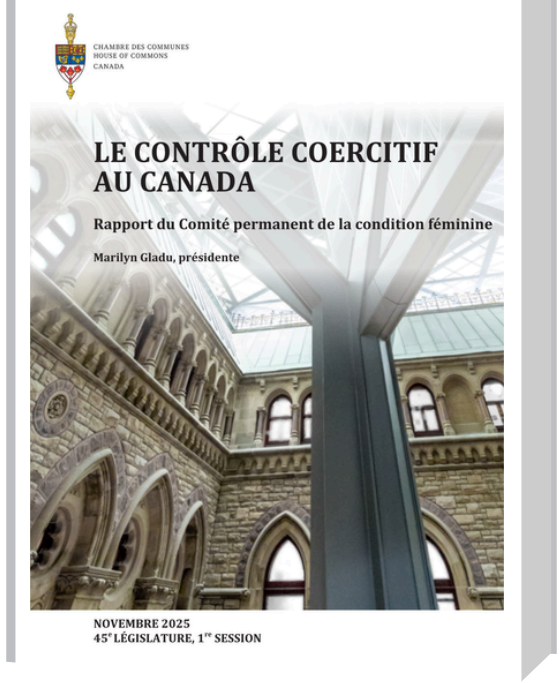
Dans l'ensemble, la période 2025-2026 a permis à l'ANFD de faire passer la campagne contre les accusations d'aliénation parentale à une nouvelle étape. D'une campagne de sensibilisation et de mobilisation, elle est devenue un effort législatif structuré, appuyé par des témoignages de survivantes, des consultations pancanadiennes, des alliances communautaires, des interventions judiciaires, des mémoires parlementaires et un projet de loi fédéral. L'ANFD a ainsi contribué de manière déterminante à faire reconnaître que les accusations d'aliénation parentale ne sont pas un enjeu marginal du droit de la famille, mais une pratique systémique qui peut exposer les femmes et les enfants à la violence après la séparation.

De nouveaux outils de mobilisation

À l'automne 2025, l'ANFD a lancé un appel à témoignages aux mères et aux enfants visé·es par des accusations d'aliénation parentale. La réponse a dépassé nos attentes : plus de 300 survivantes ont partagé leur expérience avec nous. Leurs histoires ont été recensées dans une carte interactive conçue pour documenter l'ampleur de cette pratique au Canada. Cette initiative a suscité une forte mobilisation, augmenté la visibilité publique de la campagne et alimenté les communications, les rapports et le travail de défense des droits de l'ANFD.



L'ANFD a également développé une page web centralisant l'ensemble des ressources clés de la campagne. Le rayonnement de cette page, qui a reçu près de 30 000 visites depuis sa mise en ligne, a contribué à positionner l'ANFD comme la principale source d'expertise et de ressources sur les accusations d'aliénation parentale au Canada.



Rapport du Comité permanent de la condition féminine

Le dépôt, en novembre 2025, du rapport du Comité permanent de la condition féminine sur le contrôle coercitif a marqué une avancée majeure pour la campagne de l'ANFD visant à mettre fin aux accusations d'aliénation parentale. Grâce au travail de mobilisation et de coordination mené auprès des survivantes et des organisations partenaires, au témoignage présenté par l'ANFD devant le Comité en 2024, ainsi qu'aux mémoires déposés par les groupes alliés, le Comité a consacré une part importante de son rapport à cet enjeu. Il a recommandé au gouvernement fédéral de modifier la *Loi sur le divorce* afin de mieux protéger les survivantes de violence familiale et leurs enfants, reprenant ainsi plusieurs des revendications portées par l'ANFD et ses partenaires.

Cette victoire a confirmé l'efficacité de la stratégie de l'ANFD : inscrire l'enjeu dans les discussions parlementaires sur le contrôle coercitif et faire reconnaître les accusations d'aliénation parentale comme une pratique qui compromet la sécurité des femmes et des enfants.



Le projet RADAR

Financé par Femmes et Égalité des genres Canada, le projet RADAR a permis à l'ANFD et ses partenaires d'évaluer la mise en œuvre des modifications apportées en 2021 à la *Loi sur le divorce*, d'identifier les lacunes persistantes du régime actuel et d'élaborer des recommandations destinées à éclairer les futures modifications législatives.

L'un des principaux aboutissements du projet a été la production du rapport national *Une réforme inachevée : Renforcer les protections prévues par la Loi sur le divorce pour les survivantes de violence familiale*. Fruit de consultations menées à travers le Canada en 2024 et 2025, ce rapport formule 40 recommandations concrètes visant à rendre la *Loi sur le divorce* plus conforme aux connaissances actuelles sur la violence familiale, plus ancrée dans les réalités vécues par les survivantes et les enfants, et plus résistante aux tentatives de manipulation par des auteurs de violence.

Le projet de loi C-223 pour assurer la protection des enfants

Déposé à la Chambre des communes à l'automne 2025 par la députée Lisa Hepfner, le projet de loi C-223, *Loi visant à assurer la protection des enfants*, vise à renforcer les mesures de protection des enfants et des familles victimes de violence familiale et d'abus post-séparation.

Le projet de loi modifie la *Loi sur le divorce* afin de garantir que l'intérêt de l'enfant demeure le principe fondamental guidant toutes les décisions parentales dans les procédures de divorce, sans être compromis par des mythes, des stéréotypes ou des pratiques judiciaires qui minimisent les effets de la violence familiale, dont les accusations d'aliénation parentale.



Suzanne Zaccour, directrice des affaires juridiques à l'ANFD, aux côtés de la députée Lisa Hepfner et de survivantes lors de la conférence de presse sur le projet de loi C-223, le 28 janvier 2026.

Le travail soutenu de l'ANFD auprès des député·es et des ministres, des organisations de défense des droits, du grand public et des médias a joué un rôle essentiel dans l'élaboration, la promotion et l'avancement du projet de loi C-223. L'ANFD a également produit de nombreux outils de mobilisation pour appuyer les organisations, les survivantes et les électeur·ices dans leurs démarches auprès de leur député·e ou dans la rédaction de leur mémoire sur le projet de loi C-223. Le projet de loi C-223 devrait être étudié en comité à l'automne 2026.

Le projet de loi S-228 sur la stérilisation forcée

En mars 2026, l'ANFD est intervenue devant le Comité permanent des affaires autochtones et du Nord, dans le cadre de son étude du projet de loi S-228, *Loi modifiant le Code criminel (actes de stérilisation)*. Le projet de loi S-228 visait à répondre à la pratique horrible et persistante de la stérilisation forcée ou contrainte au Canada en modifiant le *Code criminel*.

L'ANFD a tenté de convaincre le Comité d'amender le projet de loi afin de le renforcer et d'éviter certains risques. Selon notre analyse, ce projet de loi pourrait dissuader les professionnel·les de la santé de réaliser des contraceptions permanentes consenties et des soins d'affirmation de genre, ce qui nuirait à l'accès aux soins de certain·es femmes et personnes de genre divers. Nous avons également souligné que le droit criminel ne peut à lui seul mettre fin au racisme systémique, au colonialisme et au capacitisme du système médical, et nous avons réclamé des solutions systémiques, notamment des soins culturellement sécuritaires, des pratiques de consentement renforcées, une responsabilisation professionnelle accrue et des réparations pour les survivant·es.

Violence armée et contrôle des armes à feu

En 2025–2026, l'ANFD a poursuivi ses efforts afin que le gouvernement fédéral respecte ses engagements en matière de contrôle des armes à feu concernant des mesures essentielles à la sécurité des femmes, des enfants et des communautés.

L'ANFD a notamment dénoncé d'importantes lacunes dans le projet de règlement visant à empêcher les personnes ciblées par une ordonnance de protection de détenir un permis d'armes à feu ou d'en conserver un. Dans le cadre des consultations sur ce projet de règlement, l'ANFD a soumis un mémoire demandant au gouvernement fédéral d'adopter une définition large des ordonnances de protection prévues par la *Loi sur les armes à feu*. Elle a souligné que l'exclusion de certaines ordonnances criminelles, notamment les ordonnances de mise en liberté sous caution et de probation, réduisait la portée de la réforme et augmentait les risques de violence armée en contexte conjugal. L'ANFD a recommandé que toute ordonnance visant à protéger la sécurité d'une personne, qu'elle soit rendue en matière civile ou criminelle, entraîne automatiquement l'interdiction de détenir un permis d'armes à feu.

AMÉLIORER LA SÉCURITÉ ÉCONOMIQUE ET LA PROSPÉRITÉ DES FEMMES



Au Canada, les femmes demeurent touchées de manière disproportionnée par la pauvreté, l'insécurité du logement, le travail précaire et la violence économique. Ces réalités affectent encore plus durement les femmes vivant à l'intersection de plusieurs systèmes d'oppression, notamment les femmes racisées, autochtones, immigrantes, handicapées, ou à faible revenu.

L'ANFD œuvre pour que toutes les femmes au Canada puissent vivre dans la dignité, la sécurité et l'autonomie. Pour atteindre cet objectif, elle défend une approche globale à la sécurité économique qui s'attaque aux causes structurelles des inégalités. Cela passe notamment par la promotion de lois favorisant l'équité et la transparence, la revendication d'un accès à des logements sécuritaires, abordables et accessibles, ainsi que le renforcement des programmes de protection sociale afin de réduire la pauvreté et d'améliorer les conditions de vie des femmes et de leurs familles.

Le projet VOICE

Au cours de l'année, l'ANFD a poursuivi le déploiement du projet VOICE, une initiative financée par Femmes et Égalité des genres Canada et lancée à l'été 2024, qui vise à favoriser l'adoption de lois, de politiques et de mesures économiques qui tiennent compte des réalités vécues par les femmes.

Dans le cadre de ce projet, l'ANFD a réuni un groupe de travail composé d'organisations et de personnes possédant une expertise en matière de justice économique, incluant des représentant·es des secteurs du logement et de l'itinérance, des droits des personnes handicapées, de la lutte contre la pauvreté, des droits 2ELGBTQAI+, ainsi que des communautés nordiques et autochtones.

Les consultations avec le groupe de travail ont permis d'identifier trois grands axes d'actions prioritaires :

- la réforme de la *Loi sur l'assurance-emploi*;
- le renforcement de la Prestation canadienne pour les personnes handicapées;
- la promotion d'un revenu de base garanti suffisant.

En conversation avec l'ANFD : Réformes urgentes pour la sécurité économique des femmes

En collaboration avec Campagne 2000, l'ANFD a animé à l'automne 2025 une discussion sur la Colline du Parlement portant sur les défis économiques auxquels font face les femmes au Canada, ainsi que sur les solutions nécessaires pour renforcer leur sécurité financière et leur autonomie.

L'événement a réuni le ministre de la Justice Sean Fraser, la Secrétaire parlementaire de la ministre des Femmes et de l'Égalité des genres Marie-Gabrielle Ménard, ainsi que plusieurs parlementaires et représentant·es ministériel·les. Ensemble, les participant·es ont discuté des réformes essentielles pour solidifier le filet social canadien, dont le renforcement de la Prestation canadienne pour les personnes handicapées, la mise en place d'un supplément à l'Allocation canadienne pour enfants, ainsi que sur la discrimination fondée sur le genre dans la *Loi sur l'assurance-emploi*.



Les députées Lisa Hepfner, Linda Lapointe et Mona Fortier, en compagnie de Thaïs Laborde, directrice générale par intérim, et de Suzanne Zaccour, directrice des affaires juridiques à l'ANFD.



Thaïs Laborde, le ministre de la Justice Sean Fraser et Suzanne Zaccour.

Réforme de la *Loi sur l'assurance-emploi*

Au cours de la période 2025-2026, l'ANFD a revendiqué une réforme de la *Loi sur l'assurance-emploi* afin de garantir l'accès aux prestations régulières pour les mères qui perdent leur emploi pendant ou peu après un congé parental. L'ANFD a ainsi pressé le gouvernement de supprimer le plafond de 50 semaines applicable au cumul des prestations régulières et des prestations spéciales liées au congé parental, et d'ajouter la réception de prestations de maternité et parentales comme motif permettant de prolonger la période de prestations à 104 semaines.

Réforme de la Prestation canadienne pour les personnes handicapées

L'ANFD a également demandé un renforcement substantiel de la Prestation canadienne pour les personnes handicapées. Les femmes handicapées connaissent certains des taux de pauvreté les plus élevés au Canada, en raison d'une participation moindre au marché du travail, d'un coût de la vie plus élevé et du recours à des aides au revenu insuffisantes et conditionnelles. L'ANFD a fait valoir que le gouvernement devait, dans la détermination du montant de la prestation, adopter une approche intersectionnelle tenant compte du seuil officiel de pauvreté, des coûts supplémentaires liés au handicap, des obstacles à l'emploi et des obligations internationales du Canada en matière de droits humains.

L'ANFD a démontré que le système actuel ignore les réalités de la violence conjugale et de la violence économique en fondant l'admissibilité à la prestation sur le revenu familial. En effet, plus de la moitié des femmes handicapées déclarent avoir subi une forme de violence conjugale au cours de leur vie.

La Prestation canadienne pour les personnes handicapées doit être suffisante pour favoriser l'autonomie et donner aux femmes davantage de moyens pour quitter des situations dangereuses, poursuivre leurs études ou leur emploi à leur rythme, et participer pleinement à la vie de leur communauté.



L’ANFD a tenu l’événement *En conversation avec l’ANFD : Dignité, sécurité et revenu de base garanti suffisant* au Sénat, le 11 février 2026.

Promotion d’un revenu de base garanti suffisant



Le travail de l’ANFD sur le revenu de base garanti suffisant constitue l’un des volets les plus ambitieux du projet VOICE. En février 2026, l’ANFD a animé au Sénat une discussion sur le projet de loi S-206, présenté par la sénatrice Kim Pate. Ce projet de loi vise l’élaboration d’un cadre national pour la mise en œuvre d’un revenu de base garanti suffisant accessible aux personnes de plus de 17 ans vivant au Canada et dans le besoin. Cet événement a réuni des parlementaires et des organisations de la société civile afin d’examiner les effets transformateurs d’un revenu garanti sous l’angle du féminisme et des droits de la personne.

La publication subséquente du rapport *Dignité, sécurité et revenu minimum vital garanti* a permis de démontrer comment cette réforme constitue une réponse structurante aux inégalités économiques persistantes.

Interventions stratégiques devant les tribunaux

Au-delà de son travail sur les mesures de soutien du revenu, l'ANFD a poursuivi des interventions stratégiques devant les tribunaux afin de faire progresser une interprétation féministe et intersectionnelle des droits à l'égalité.

Les interventions de l'ANFD dans les affaires *Québec c. Kanyinda* et la contestation judiciaire de la *Loi sur la laïcité de l'État* démontrent que la sécurité économique des femmes ne peut être dissociée des cadres juridiques qui façonnent l'accès aux droits, au travail et aux institutions.

Québec c. Kanyinda

En mai 2025, l'ANFD est intervenue aux côtés du David Asper Centre for Constitutional Rights devant la Cour suprême du Canada dans l'affaire *Québec (Procureur général) c. Kanyinda*, portant sur l'accès des demandeur·euses d'asile aux services de garde subventionnés au Québec. L'affaire soulevait des questions fondamentales quant à l'interprétation du droit à l'égalité garanti par la Charte canadienne et à la prise en compte des effets cumulatifs de différentes formes de discrimination.

Lors de son intervention, l'ANFD a soutenu que la Cour suprême devrait adopter une approche intersectionnelle de l'application de l'article 15(1) de la *Charte canadienne des droits et libertés* concernant le droit à l'égalité. L'ANFD a souligné que les obstacles vécus par les femmes migrantes, racisées et à faible revenu ne peuvent être compris de manière cloisonnée.

En mars 2026, la Cour suprême a rendu une décision favorable à Mme Kanyinda. La décision cite l'ANFD à deux reprises, reconnaissant explicitement la pertinence de son analyse intersectionnelle. L'affaire *Québec c. Kanyinda* marque une étape importante pour l'application du droit à l'égalité dans une perspective intersectionnelle.



Contestation de la *Loi sur la laïcité de l'État* (loi 21)

En mars 2026, l'ANFD est intervenue devant la Cour suprême du Canada afin de défendre le droit constitutionnel à l'égalité entre les femmes et les hommes, garanti par l'article 28 de la *Charte canadienne des droits et libertés*, dans l'affaire concernant la *Loi sur la laïcité de l'État du Québec*. Cette intervention a été l'occasion de promouvoir une interprétation forte de cette disposition, inscrite dans la *Charte* notamment grâce aux efforts de réforme féministe du droit des militantes de l'ANFD.

L'ANFD a argumenté que l'article 28 de la *Charte* protège le droit des femmes à une jouissance égale des droits et libertés fondamentales, et que cet article a préséance sur la disposition de dérogation prévue à l'article 33. L'ANFD a appelé la Cour suprême à affirmer que la protection de l'égalité entre les sexes dans la *Charte* n'est pas symbolique, et qu'elle constitue au contraire le dernier rempart contre les interprétations patriarcales des intérêts collectifs qui ciblent les femmes, en particulier les femmes racisées. Une décision de la Cour suprême dans cette affaire est attendue au cours de l'année 2026-2027.



L'ANFD était représentée devant la Cour suprême du Canada par Kerri Froc, Suzanne Zaccour (photo) et Amanda Therrien (photo), avec le soutien expert de Vrinda Narain et Cheryl Milne, membres du Comité national de direction.

COALITION, ALLIANCES ET INFRASTRUCTURE FÉMINISTE

Au cours de l'année 2025-2026, l'ANFD a consolidé ses alliances au sein du mouvement féministe au Canada en priorisant les expériences vécues des femmes autochtones, noires et racisées, des femmes migrantes, des femmes handicapées, des femmes vivant dans la pauvreté, ainsi que des membres des communautés 2ELGBTQIA+.



L'ANFD a favorisé la mise en commun des connaissances et de l'expertise des organismes de terrain et participé à la mobilisation pour un financement stable des organisations nationales de défense des droits des femmes.

L'Alliance Chanterelle pour la réforme féministe du droit

L'Alliance Chanterelle est un réseau pancanadien regroupant 131 organisations féministes engagées à faire progresser une réforme féministe du droit au Canada. Coordonnée par l'ANFD, l'Alliance facilite la collaboration entre les différent·es acteur·ices du mouvement de défense des droits par le partage de ressources, la coordination des actions de mobilisation et la mise en commun des expertises. Son objectif : accroître l'impact collectif des efforts déployés à travers le pays.

Au cours de l'année 2025-2026, l'Alliance Chanterelle a tenu des séances d'information, ateliers et tables rondes mensuel·les afin d'explorer de nouvelles possibilités de collaboration, d'élaborer des stratégies communes, et de coordonner des revendications en matière de défense des droits. Parmi les thèmes abordés figuraient notamment la montée de l'antiféminisme au Canada, les priorités du nouveau gouvernement Carney et l'analyse féministe des projets de loi en cours. Des organisations membres ont été invitées à présenter leur travail sur plusieurs projets de loi importants, dont la *Loi visant à assurer la protection des enfants*, la *Loi sur les mesures de réforme concernant la mise en liberté sous caution et la détermination de la peine*, la *Loi contre la rétribution du silence* et la *Loi visant à protéger les victimes*.

Enfin, l’Alliance a offert un espace de mobilisation permettant aux organisations de faire connaître leurs campagnes, de présenter leurs actions et de solliciter l’appui d’organisations alliées, notamment par l’entremise de l’infolettre mensuelle.

Mobilisation pour un financement stable des organisations nationales de défense des droits des femmes



Des représentantes d’organisations de défense des droits des femmes, lors de l’annonce d’un financement de 660,5 millions de dollars sur cinq ans pour Femmes et Égalité des genres Canada.

Tout au long de l’année, l’ANFD a joué un rôle clé dans la mobilisation nationale visant à obtenir un financement stable, prévisible et durable pour les organisations de défense des droits des femmes.

Face à la perspective de compressions budgétaires majeures au ministère des Femmes et de l’Égalité des genres, l’ANFD s’est mobilisée aux côtés de centaines d’organisations féministes pour dénoncer les conséquences de ces coupes sur la capacité du secteur à protéger les droits, la sécurité et la prospérité des femmes et des personnes de genres divers.

Cette mobilisation collective a porté fruit. En novembre 2025, le gouvernement a confirmé un financement pluriannuel et continu pour FEGC dans le cadre du budget fédéral. Cette annonce a permis d’éviter un recul majeur et représente une victoire importante pour le mouvement féministe.

Ateliers, événements et tables rondes

Tout au long de l'année, l'ANFD a renforcé sa présence au sein de la communauté féministe et des mouvements pour la justice sociale en participant à de nombreux ateliers, conférences et tables rondes partout au pays.

Elle a notamment présenté ses travaux sur la réforme féministe du droit lors d'événements organisés par le Conseil canadien des femmes musulmanes, l'Université d'Ottawa, le mouvement Can't Buy Silence Act, l'Institut canadien de recherches sur les femmes (CRIAW-ICREF), l'association Amautiit Nunavut Inuit Women's Association, ainsi que l'Alliance des maisons d'hébergement de 2e étape pour femmes et enfants victimes de violence conjugale (Alliance MH2).

L'ANFD a également contribué à plusieurs tables rondes et formations destinées aux juristes et aux organismes communautaires, notamment sur les accusations d'aliénation parentale, la violence familiale et la sécurité économique des femmes. Ces occasions ont permis de faire rayonner l'expertise de l'ANFD en matière de réforme féministe du droit tout en nourrissant le dialogue avec des chercheur·euses, des professionnel·les, des organismes, des décideur·euses et des personnes ayant une expertise vécue. Qu'il s'agisse de formations, de panels, de conférences universitaires, de rencontres de coalition ou de forums nationaux, ces interventions ont contribué à renforcer les capacités du mouvement, à favoriser le partage des connaissances, et à consolider les partenariats essentiels à l'avancement de réformes féministes.



Julie Macfarlane, cofondatrice du mouvement Can't Buy My Silence, l'ancienne sénatrice Marilou McPhedran, Suzanne Zaccour et la chercheuse Andrea Massoud, lors de l'événement Can't Buy My Silence, le 26 novembre 2025 au Sénat.

REGARD VERS 2026-2030



En 2026, l'ANFD a lancé son nouveau plan stratégique 2026-2030, Renforcer nos capacités pour un changement transformateur.

Au cours des cinq prochaines années, l'ANFD entend renforcer son rôle de cheffe de file nationale en matière de réforme féministe du droit, tout en continuant à mobiliser et à soutenir le mouvement féministe dans son ensemble.

Nous souhaitons que l'ANFD adopte une approche encore plus intentionnelle dans ses relations avec les législateur·ices, sa collaboration avec les partenaires communautaires et la mise en valeur des voix de celleux qui sont les plus touché·es par les lois et politiques inéquitables.

Nous sommes tout aussi déterminé·es à favoriser les conditions internes nécessaires à l'épanouissement de ce travail : une gouvernance inclusive, une culture organisationnelle forte ancrée dans nos valeurs, ainsi qu'un financement diversifié et résilient.

C'est le moment de consolider nos forces, d'approfondir nos partenariats et d'investir dans la santé à long terme de notre organisation.



L'équipe de l'Association nationale Femmes et Droit et le Comité national de direction, novembre 2025.

Remerciements

L’Association nationale Femmes et Droit reçoit l'appui financier de Femmes et Égalité des genres Canada.

Femmes et Égalité des genres Canada
Women and Gender Equality Canada
Canada

L’ANFD remercie les bénévoles qui se sont engagé·es à ses côtés en 2025-2026 :

- Membres des groupes de travail : Suzie Dunn, Audrey Gagné Breton, Jennifer Koshan, Janet Mosher, Myriam Pigeon, Andrea Rodriguez et Jennifer Taylor;

- Étudiantes et stagiaires : Tia Nicole Cristiano, Alisha Eljaji, Wesley Fairhurst, Samira Khafajian, Kathy Lu, Lauren Miller, Aji Nair et Katie Schmidt;

- Autres bénévoles : Évelyne Jean-Bouchard et Brittany Ennis.

Merci également aux membres et aux partenaires de l’Association nationale Femmes et Droit pour leur soutien inestimable.

NAWL ANFD

RAPPORT ANNUEL
2025-2026

NAWL National Association of Women and the Law

ANFD Association nationale Femmes et Droit

contact@nawl.ca

anfd.ca